



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations
Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE
Tél : 03.87.34.88.29
Fax 03.87.34.85.15
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

N° 2006-DEDD/1 - 328

en date du 21 septembre 2006

portant modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral N°98-AG/2-275 du 10 décembre 1998, modifié, autorisant la société ARCELOR RESEARCH à poursuivre l'exploitation de ses activités sur la zone industrielle de Maizières-Lès-Metz.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement, le titre 1^{er} de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du code susvisé, et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-275 du 10 décembre 1998, modifié, autorisant l'exploitant à poursuivre sur la zone industrielle de MAIZIERES-LES-METZ, ses activités de recherche dans le domaine des procédés de fabrication sidérurgiques ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 24 juillet 2006 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques en date du 29 août 2006 ;

Considérant les dossiers déposés par la société ARCELOR RESEARCH le 3 mai 2006 (halle d'usure / découpe BF), le 27 avril 2006 (cellule à circulation d'électrolyte) et le 20 avril 2006 (halle de stockage BE) ;

Considérant que ces nouvelles installations n'entraînent pas de modification notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant cependant que l'arrêté préfectoral réglementant les installations doit être remis à jour ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1

L'arrêté préfectoral n° 98-AG/2-275 du 10 décembre 1998 modifié, autorisant la société ARCELOR RESEARCH à poursuivre sur la zone industrielle de Maizières-Lès-Metz ses activités de recherche dans le domaine des procédés de fabrication sidérurgiques est modifié conformément aux dispositions suivantes.

Le tableau de l'article 3 est remplacé par le tableau suivant :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc : La surface utilisée étant supérieure à 50 m ² .	A	Surface totale : 100 m ² .
1111.2.b	Emploi ou stockage de substances très toxiques : 2. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 20 tonnes.	A	Stockage de 1,5 tonnes d'électrolyte à base de trioxyde de chrome.
2545	Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages, à l'exclusion de la fabrication de ferro-alliages au four électrique lorsque la puissance installée du(des) four(s) est supérieure à 100 kW.	A	1 four à arc 6 tonnes ; 1 four à induction 6 tonnes ; 1 four à induction 150 kW ; four halle M 150 kW.
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 500 kW.	A	Puissance totale égale à 4450 kW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2567	Métaux (galvanisation, étamage) ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu.	A	1 four de fusion (200 kg) ; 1 pilote RHESCA (10 kg) ; 1 pilote de matériel immergé (900 kg) ; 1 pilote 2 kg.
2920.2.a	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des puissances effectives supérieures à 10 ⁵ Pascals : 2. Dans tous les autres cas : a. Supérieure à 500 kW.	A	Groupes froid : 504 kW ; compresseurs air comprimé : 410 kW.
2921.1.a	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air : 1. Lorsque l'installation n'est pas de type circuit primaire fermé ; a. La puissance thermique maximale évacuée étant supérieure ou égale à 2000 kW.	A	2 TARS ouvertes de puissance unitaire 1860 kW.
195	Dépôt de ferrosilicium.	D	Stockage de 100 kg de ferrosilicium en granulés.
1131.2.c	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques : 2. Substances et préparations liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c. Supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 10 tonnes.	D	4 tonnes de produits.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
1131.3.c	<p>Emploi et stockage de substances et préparations toxiques :</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>c. Supérieure à 200 kg mais inférieure à 2 tonnes.</p>	D	225 kg de CO.
1180.1	<p>Polychlorobiphényles, polychloroterphényles :</p> <p>1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de trente litres de produits.</p>	D	3 transformateurs.
1418.3	<p>Emploi et stockage d'acétylène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 tonne.</p>	D	16 bouteilles de 10,6 m ³ et 3 bouteilles de 2 m ³ .
1432.2.b	<p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b. Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³.</p>	D	Capacité équivalente égale à 16,5 m ³ .
2515.2	<p>Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.</p>	D	Puissance installée : 100 kW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2561	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages.	D	./.
2565.2.b	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 :</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>b. Supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1500 litres.</p>	D	<p>Ligne d'électrodéposition : 1 bac de dégraissage (75 l) ; 1 bac de décapage (75 l) ; 6 bacs de traitement de 75 l.</p> <p>Ligne de phosphatation : 1 bac de dégraissage (130 l) ; 1 bac de phosphatation (130 l) ; pilote de traitement de surface 4 fois 80 litres.</p> <p>Bacs de laboratoire : 2 fois 20 litres.</p> <p>Cellule à Circulation d'Electrolyte : dégraissage (60 l), avivage (31 l), électrolyte (60 l), rinçage (70 l).</p> <p>Soit un volume total de 1440 litres.</p>
2575	Emploi de matières abrasives. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	D	Puissance installée : 37 kW.
2910.A.2	<p>Combustion :</p> <p>A. lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, du fioul lourd ou de la biomasse... si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.</p>	D	15,2 MW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Autorisation (A) Déclaration (D)	Etat des lieux
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	D	4 batteries et onduleurs.

L'article 30-2 suivant est ajouté :

Les rejets de la cellule à circulation d'électrolyte respectent les caractéristiques suivantes :

	Concentration maximale en mg/Nm ³ (sauf indication contraire)	Méthodes de référence
Acidité totale exprimée en H ⁺	0.5	
Alcalins exprimés en OH ⁻	10	
Débit	300 Nm ³ /h	NF X 10 112

L'exploitant fait réaliser, tous les ans, une analyse des rejets de la cellule à circulation d'électrolyte et en transmet les résultats commentés à l'Inspection des Installations Classées dès réception du rapport.

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Maizières-Lès-Metz et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le sous-Préfet de Metz-Campagne,
le Maire de Maizières-Lès-Metz,
les Inspecteurs des Installations classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou l'exploitant, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant sa notification et selon les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'Environnement. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

METZ, le 21 septembre 2006

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé Bernard GONZALEZ